

RCS : LIMOGES Code greffe : 8701

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de LIMOGES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1990 B 00125 Numéro SIREN : 377 573 514 Nom ou dénomination : LIMOUSINE DE GESTION ET D'INVESTISSEMENT
--

Ce dépôt a été enregistré le 03/08/2020 sous le numéro de dépôt 3137



KPMG S.A.
Limousin Vienne
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

JPA Limoges

48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

SAS Limousine de Gestion et d'Investissement

***Rapport du commissaire aux comptes sur les
comptes annuels***

Exercice clos le 31 décembre 2019
SAS Limousine de Gestion et d'Investissement
123 rue de Feytiat - 87000 Limoges
Ce rapport contient 23 pages



KPMG S.A.
Limousin Vienne
Parc d'activités Romanet
25, rue Hubert Curien
CS 63 814
87038 Limoges Cedex 1
France

JPA Limoges

48 cours Gay Lussac
87000 Limoges

SAS Limousine de Gestion et d'Investissement

Siège social : 123 rue de Feytiat - 87000 Limoges
Capital social : € 300 000

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Mesdames, Messieurs,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société SAS Limousine de Gestion et d'Investissement, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Ces comptes ont été arrêtés par le président le 24 février 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

- Règles et principes comptables

La note « règle et méthodes comptables » expose les règles et méthodes comptables suivies.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

- Valorisation des titres de participation

La note « liste des filiales et participations » de l'annexe précise le montant des capitaux propres des filiales à la date de clôture de l'exercice. Ces informations ont servi de base à la valorisation des participations à leur valeur historique de souscription, en précisant la méthode retenue pour tester cette valorisation.

Sur la base des éléments disponibles lors de nos contrôles, nous avons procédé à l'appréciation des méthodes et montants indiqués par la société sur ces points.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, arrêtés dans les conditions rappelées précédemment, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président arrêté le 13 mai 2020 et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux associés. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêtés des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-4 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle et à l'identité des détenteurs du capital ou des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les commissaires aux comptes,

Limoges, le 22 juin 2020

KPMG S.A.
Département de KPMG S.A.



Sébastien Guérit
Associé

Limoges, le 22 juin 2020

JPA Limoges



Richard Bonnet
Commissaire aux comptes

Bilan Actif	Du 01/01/2019 au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	Brut	Amort. Prov.	Net	Net
Capital souscrit non appelé				
ACTIF IMMOBILISÉ				
<i>Immobilisations incorporelles</i>				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concessions, brevets et droits similaires				
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immo. incorporelles				
<i>Immobilisations corporelles</i>				
Terrains				
Constructions				
Installations tech., matériels et outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles	5 380	4 732	648	1 662
Immobilisations en cours				
Avances et acomptes				
<i>Immobilisations financières (2)</i>				
Participations évaluées selon mise en équivalence				
Autres participations	3 314 979		3 314 979	3 314 679
Créances rattachées à des participations	100 412		100 412	
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières				
TOTAL (I)	3 420 771	4 732	3 416 039	3 316 341
ACTIF CIRCULANT				
<i>Stocks et en-cours</i>				
Matières premières, autres approvisionnements				
En cours de production de biens				
En cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes				
<i>Créances(3)</i>				
Clients et comptes rattachés	238 291		238 291	156 043
Autres	4 920 692		4 920 692	4 224 939
Capital souscrit et appelé, non versé				
<i>Valeurs mobilières de placement</i>				
Actions propres				
Autres Titres				
<i>Instruments de Trésorerie</i>				
<i>Disponibilités</i>				
<i>Charges constatées d'avance(3)</i>				
TOTAL (II)	5 158 983		5 158 983	4 380 982
Primes de remboursement des obligations (III)				
Ecarts de conversion actif (IV)				
TOTAL GENERAL ACTIF (I à IV)	8 579 754	4 732	8 575 022	7 697 323
(1) Dont droit au bail				
(2) Dont à moins d'un an (brut)			412	
(3) Dont à plus d'un an (brut)			553 118	

Bilan Passif	Du 01/01/2019	Du 01/01/2018
	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
CAPITAUX PROPRES		
Capital social ou individuel dont versé : 300 000	300 000	300 000
Prime d'émission, de fusion, d'apport	517 787	517 787
Ecarts de réévaluation		
Ecart d'équivalence		
Réserves :		
- Réserve légale	26 687	17 350
- Réserves statutaires ou contractuelles		
- Réserves réglementées		
- Autres réserves	215 839	38 433
Report à nouveau		
Résultat de l'exercice (bénéfice ou perte)	90 564	186 742
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées	16 750	16 750
TOTAL (I)	1 167 627	1 077 063
AUTRES FONDS PROPRES		
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
Autres		
TOTAL (I bis)		
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges		
TOTAL (II)		
EMPRUNTS ET DETTES (1)		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit(2)	6 923 171	5 228 667
Emprunts et dettes financières diverses(3)	117 095	1 175 835
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	2 094	1 711
Dettes fiscales et sociales	235 034	214 047
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	130 000	
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance(1)		
TOTAL (III)	7 407 395	6 620 260
Ecarts de conversion passif (IV)		
TOTAL GENERAL PASSIF (I à IV)	8 575 022	7 697 323
(1) Dont à plus d'un an	3 814 256	1 810 982
(1) Dont à moins d'un an	3 593 139	4 809 279
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	2 343 131	2 728 302
(3) Dont emprunts participatifs		

Compte de résultat

COMPTE DE RESULTAT	Au 31/12/2019			Au 31/12/2018
	France	Exportation	Total	Total
Produits d'exploitation				
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens				
Production vendue de services	1 202 631		1 202 631	935 826
Chiffre d'affaires Net	1 202 631		1 202 631	935 826
Production stockée				
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation reçues				
Reprises sur amortis. et provisions, transferts de charges			14 089	13 009
Autres produits			9	7
TOTAL (I)			1 216 730	948 842
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises (y compris droits de douane)				
Variation de stocks (marchandises)				
Achats de matières premières et autres approvisionnements				
Variation de stocks (matières premières et autres appro.)				
Autres achats et charges externes *			426 780	22 983
Impôts, taxes et versements assimilés			17 104	18 627
Salaires et traitements			631 271	637 651
Charges sociales			275 318	277 654
Dotations aux amortissements sur immobilisations			1 014	1 744
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant				
Dotations aux provisions pour risques et charges				
Autres charges			12	3
TOTAL (II)			1 351 499	958 663
* Y compris :				
- Redevances de crédit-bail mobilier				
- Redevances de crédit-bail immobilier				
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)			-134 770	-9 821
Bénéfice attribué ou perte transférée (III)				
Perte supportée ou bénéfice transféré (IV)				
Produits financiers (3)				
Produits financiers de participation			99 974	9 169
Produits des autres valeurs mobilières et créances actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés			217 617	83 115
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
TOTAL (V)			317 591	92 284
Charges financières (4)				
Dotations financières aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilés			170 185	68 611
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements				
TOTAL (VI)			170 185	68 611
RESULTAT FINANCIER (V - VI)			147 406	23 673
RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I-II+III-IV+V-VI)			12 636	13 852

Compte de résultat (Suite)

Compte de résultat (Suite)	Au 31/12/2019	Au 31/12/2018
Produits Exceptionnels (1)		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		212 160
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL (VII)		212 160
Charges Exceptionnelles (2)		
Sur opérations de gestion		
Sur opérations en capital		646
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
TOTAL (VIII)		646
RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)		211 514
Participations des salariés (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	-77 928	38 624
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	1 534 320	1 253 287
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	1 443 756	1 066 544
BENEFICE OU PERTE (total des produits - total des charges)	90 564	186 742
(a) Y compris :		
- Redevances de crédit-bail mobilier		
- Redevances de crédit-bail immobilier		
(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs		
(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs		

SOMMAIRE DE L'ANNEXE

Documents	Applicable	Non applicable	Non significatif
Règles et Méthodes Comptables	X		
Faits caractéristiques de l'exercice		X	
Etat des immobilisations	X		
Etat des amortissements	X		
Etat des provisions			
Etat des créances	X		
Etat des dettes	X		
Frais d'établissement		X	
Fonds commercial		X	
Produits à recevoir	X		
Charges à payer	X		
Produits et charges constatés d'avance	X		
Composition du capital social	X		
Variation des capitaux propres	X		
Tableaux financiers relatifs aux crédits-baux en cours		X	
Dettes garanties par des sûretés réelles		X	
Engagements financiers		X	
Effectif moyen	X		
Identité des sociétés mères consolidant la société		X	
Liste des filiales et participations à plus de 10 %	X		

Annexe au bilan et au compte de résultat

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n° 2014-03 dans sa version consolidée, relatif au Plan Comptable Général.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

L'exercice social clos le 31/12/2019 a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2019 au 31/12/2019.

Le total du bilan avant affectation du résultat est de 8 575 022 euros et le compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dégage un résultat de 90 564 euros.

Ces comptes annuels ont été établis le 24 février 2020.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Principes comptables, méthodes d'évaluation, comparabilité des comptes

Principes et méthodes d'évaluation

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de bases :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Comparabilité des comptes

Il n'y a pas eu de changement de méthode d'évaluation et de présentation comptable au cours de l'exercice.

Changement d'estimation

Néant

Faits caractéristiques

Néant

Evènements postérieurs à la clôture

Néant

Notes relatives aux postes de bilan.**Immobilisations**

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition après déduction des rabais, remises et escomptes obtenus ou à leur coût de production.

Par ailleurs, les frais d'acquisition des immobilisations sont comptabilisés en charge.

Immobilisations corporelles

Les amortissements des immobilisations sont calculés sur le mode linéaire en fonction des durées d'utilisation estimées :

Matériel informatique	3 ans	33.33 %
-----------------------	-------	---------

Immobilisations financières

Elles sont enregistrées à leur valeur d'acquisition et peuvent faire l'objet d'une dépréciation quand il existe un risque de non-recouvrement ou lorsqu'une perte de valeur est constatée.

La situation nette des filiales, les tests de valeur pratiqués en fonction de leur rentabilité économique estimée et de leur actif net comptable corrigé conduisent à ne constater aucune provision sur ces titres de participations.

Créances

Les créances sont enregistrées à leur valeur nominale. Les risques de non-recouvrement font l'objet de dépréciations appropriées et déterminées de manière individualisée ou sur la base de critères d'ancienneté.

Engagements postérieurs à l'emploi

Les engagements d'indemnités de départ en retraite sont couverts par le versement de cotisations à l'IRP AUTO. Le contrat d'assurance prévoit également le remboursement des charges sociales patronales afférentes à ce départ dans le cas où la demande de la retraite est à l'initiative du salarié.

Notes relatives aux postes du compte de résultat**Transferts de charges**

Le montant des transferts de charges s'élève à 14 089 euros et concerne des remboursements maladie versés par la CPAM et l'IRP AUTO et des avantages en nature.

Résultat exceptionnel

Le résultat exceptionnel représente les produits et charges résultant d'événements ou de transactions clairement distincts des activités ordinaires de l'entreprise et dont on ne s'attend pas à ce qu'ils se reproduisent de manière fréquente ou régulière.

Intégration fiscale

Depuis le 1er janvier 2006, la société s'est constituée tête de groupe fiscal d'un groupe de sociétés composé par elle et ses trois participations : Pericaud Automobiles SAS, Espace Pericaud Automobiles SAS et Pericaud SAS.

Les autres informations présentées sous forme de tableaux ne nécessitent pas de commentaires particuliers.

Etat des immobilisations

CADRE A	Valeur brute en début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluation de l'exercice	Acquisitions créances virements
Immobilisations incorporelles			
Frais d'établissement et de développement			
Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 200		
TOTAL	4 200		
Immobilisations corporelles			
Terrains			
Constructions :			
- Sur sol propre			
- Sur sol d'autrui			
- Générales, agencements et aménagements constructions			
Installations :			
- Techniques, matériel et outillage			
- Générales, agencements et aménagements divers			
Matériel :			
- De transport			
- De bureau et informatique, mobilier	5 380		
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
TOTAL	5 380		
Immobilisations financières			
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres :	3 314 679		100 712
- Participations			
- Titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
TOTAL	3 314 679		100 712
TOTAL GENERAL	3 324 259		100 712

CADRE B	Diminutions		Valeur brute des immos en fin d'exercice	Réévaluation légale ou éval. par mise en équival.
	Virement	Cession		Valeur d'origine des immos en fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles		4 200		
TOTAL		4 200		
Terrains				
Constructions :				
- Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations :				
- Gales, agencts et aménagt. const.				
- Techniques, matériel et outillage				
- Gales, agencts et aménagt. divers				
Matériel :				
- De transport				
- De bureau et informatique, mobilier			5 380	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
TOTAL			5 380	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres :			3 415 391	
- Participations				
- Titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
TOTAL			3 415 391	
TOTAL GENERAL		4 200	3 420 771	

Etat des amortissements

CADRE A - Situations et mouvements de l'exercice				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant en fin d'exercice
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement et développement				
Autres postes d'immobilisations incorporelles	4 200		4 200	
TOTAL	4 200		4 200	
Immobilisations corporelles				
Terrains				
Constructions : - Sur sol propre				
- Sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements et aménagements des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriel				
Installations générales, agencements et aménagements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier	3 718	1 014		4 732
Emballages récupérables et divers				
TOTAL	3 718	1 014		4 732
TOTAL GENERAL	7 918	1 014	4 200	4 732

CADRE B - Ventilation des mouvements affectant la provision pour amortissements dérogatoires							
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Dotations			Reprises			Mouvement net des amort. à la fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Immobilisations incorporelles							
Frais d'établissement et dvp.							
Autres postes d'immo. incorporelles							
TOTAL							
Immobilisations corporelles							
Terrains							
Constructions : - Sur sol propre							
- Sur sol d'autrui							
Inst. gales, agenc. et aménag. des constructions							
Inst. techniques, mat. et outillage industriels							
Inst. gales, agenc. et aménagements divers							
Matériel de transport							
Matériel de bureau et informatique, mobilier							
Emballages récup. et divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GENERAL							
TOTAL GENERAL NON VENTILE		TOTAL GENERAL NON VENTILE			TOTAL GENERAL NON VENTILE		

CADRE C				
Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations exercice aux amortissements	Montant net en fin d'exercice
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes de remboursement des obligations				

Etat des provisions et dépréciations

NATURE DES PROVISIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Réglées				
Provisions pour : - Reconstitution des gisements				
- Investissements				
- Hausse des prix				
Amortissements dérogatoires	16 750			16 750
Provisions pour prêts d'installation				
Autres provisions réglementées				
TOTAL	16 750			16 750
Risques et charges				
Provisions pour : - Litiges				
- Garanties données aux clients				
- Pertes sur marché à terme				
- Amendes et pénalités				
- Pertes de change				
- Pensions et obligations				
- Impôts				
- Renouvellement des immobilisations				
- Gros entretien et grandes révisions				
- Charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL				

NATURE DES DEPRECIATIONS	Montant au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : reprises à la fin de l'exercice	Montant à la fin de l'exercice
Dépréciations				
Immobilisations : - Incorporelles				
- Corporelles				
- Titres mis en équivalence				
- Titres de participations				
- Financières				
Sur stocks et en cours				
Sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL				
TOTAL GENERAL	16 750			16 750
Dont dotations et reprises : - D'exploitation				
- Financières				
- Exceptionnelles				
Titres mis en équivalence : Montant de la dépréciation				

Etat des créances

Créances (a)	Montant brut	Liquidité de l'actif	
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an
De l'actif immobilisé			
Créances rattachées à des participations	100 412	412	100 000
Prêts (1) (2)			
Autres immobilisations financières			
De l'actif circulant			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	238 291	238 291	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés	1 600	1 600	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	740	740	
Impôts sur les bénéfices	553 118		553 118
Taxe sur la valeur ajoutée	934	934	
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers			
Groupe et associés (2)	4 345 610	4 345 610	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)	18 691	18 691	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	5 259 395	4 606 277	653 118
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
(1) Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
(2) Prêts et avances consentis aux associés personnes physiques			

Etat des dettes

Dettes (b)	Montant brut	Degré d'exigibilité du passif		
		Echéances à moins d'1 an	Echéances à plus d'1 an	Echéances à plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de - A 1 an max. à l'origine crédit (1) : - A plus d'1 an à l'origine	2 350 135 4 573 036	2 350 135 758 781	3 202 784	611 472
Emprunts et dettes financières diverses (1) (2)				
Fournisseurs et comptes rattachés	2 094	2 094		
Personnel et comptes rattachés	105 383	105 383		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	91 063	91 063		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	26 529	26 529		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	12 060	12 060		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés (2)	117 095	117 095		
Autres dettes (dont dettes relatives à des opérations de pension de titres)	130 000	130 000		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
TOTAL GENERAL	7 407 395	3 593 139	3 202 784	611 472
(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice	2 800 000			
(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	720 063			
(2) Emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques	72 192			

Produits à recevoir
(Article R123-189 du Code de Commerce)

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Créances rattachées à des participations	412	
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	8 429	
Autres créances	22 940	19 470
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	31 782	19 470

Détail des produits à recevoir

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Créances rattachées à des participations	412	
267800 INTERETS COURUS	412	
Autres titres immobilisés		
Prêts		
Autres immobilisations financières		
Créances clients et comptes rattachés	8 429	
418100 CLIENTS FACTURES A ETABLIR	8 429	
Autres créances	22 940	19 470
409800 FOURNISSEURS AVOIRS A RECEVOIR		19 470
438700 PRODUITS A RECEVOIR	740	
468710 C/C INTERETS A RECEVOIR	22 201	
Valeurs mobilières de placement		
Disponibilités		
TOTAL	31 782	19 470

Charges à payer
(Article R123-189 du Code de Commerce)

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 304	8 565
Emprunts et dettes financières diverses	21 005	14 372
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 500	1 000
Dettes fiscales et sociales	151 401	141 104
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	130 000	
TOTAL	312 210	165 042

Détail des charges à payer

CHARGES A PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Exercice clos le	Exercice clos le
	31/12/2019	31/12/2018
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	8 304	8 565
168840 INTERETS COURUS SUR EMPRUNTS	1 300	1 215
518600 INTERETS COURUS A PAYER	7 004	7 350
Emprunts et dettes financières diverses	21 005	14 372
455800 C/C INTERETS A PAYER	21 005	14 372
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 500	1 000
408100 FOURNISSEURS FACTURES NON PARVENUES	1 500	1 000
Dettes fiscales et sociales	151 401	141 104
428200 PROVISION CONGES PAYES	105 383	95 325
438200 PROVISION CHARGES SUR CONGES PAYES	42 153	38 130
448600 ETAT CHARGES A PAYER	3 865	7 649
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	130 000	
419800 CLIENTS AVOIRS A ETABLIR	130 000	
TOTAL	312 210	165 042

Composition du capital social

(Articles R. 123-197 du code de commerce)

POSTES CONCERNES	Nombre	Valeur Nominale	Montant en Euros
1-Actions ou parts sociales composant le capital social au début de l'exercice	2 761	180.66	300 000
2-Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice			
3-Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice			
4-Actions ou parts sociales composant le capital social à la fin de l'exercice (1+2-3)	2 761	108.66	300 000

Variation des capitaux propres

Rubriques		Montant
Capitaux propres à la clôture de l'exercice antérieur avant affectations		890 320
Affectation du résultat à la situation nette par l'AGO		186 742
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice		1 077 063
Variation :	- Du capital	
	- Des autres postes	
Apports reçus avec effet rétroactif à l'ouverture de l'exercice		
Capitaux propres à l'ouverture de l'exercice après apport rétroactifs		1 077 063
Variation :	- Du capital	
	- Des primes, réserves, report à nouveau	
	- Des "provisions" relevant des capitaux propres	
Contreparties de réévaluations		
Variations des provisions réglementées et subventions d'équipement		
Autres variations		90 564
Variations en cours d'exercice		90 564
Capitaux propres au bilan de clôture de l'exercice avant AGO		1 167 627
Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice		90 564
Dont variations dues à des modifications de structure au cours de l'exercice		
Variation totale des capitaux propres au cours de l'exercice hors opérations de structure		90 564

Effectif moyen

(Articles R. 123-198 du code de commerce)

Catégories de salariés	Exercice N
Cadres	8
Agents de maîtrise & techniciens	1
Employés	1
Ouvriers	
Apprentis sous contrat	
TOTAL	10

Liste des filiales et participations (plus de 10%)

Identification	Capital ----- Capitaux propres	Q.P. Détenue ----- Divid. encaiss.	Val. brute Titres ----- Val. nette Titres	Prêts avances -----	Chiffre d'affaires ----- Résultat
418845095 ESPACE PERICAUD AUTO. RUE AMEDEE BOLLEE 87000 LIMOGES	210 000 ----- 988 678	99.34 ----- -----	186 439 ----- 186 439	1 668 373 ----- -----	14 548 435 ----- -59 236
403026875 PERICAUD AUTOMOBILES 123 RUE DE FEYTIAT 87000 LIMOGES	300 000 ----- 3 828 349	99.97 ----- 99 974	762 250 ----- 762 250	683 528 ----- -----	28 541 131 ----- 177 518
320686454 SAS PERICAUD 1 RUE EDOUARD GOURSAT 87280 LIMOGES	1 066 656 ----- 5 096 404	99.62 ----- -----	2 285 990 ----- 2 285 990	1 068 609 ----- -----	59 333 355 ----- 69 368
822678561 SAS L. H. P. 123 RUE DE FEYTIAT 87000 LIMOGES	100 000 ----- 148 675	80.00 ----- -----	80 000 ----- 80 000	831 921 ----- -----	----- ----- -3 272
852995414 SARL L'ALCHEMILLE 12 PLACE DES BANCS 87000 LIMOGES	3 000 ----- -----	10.00 ----- -----	300 ----- 300	100 000 ----- -----	----- ----- -----

LIMOUSINE DE GESTION ET D'INVESTISSEMENT
Société par actions simplifiée
au capital de 300 000 euros
Siège social : 123, rue de Feytiat, 87000 LIMOGES
377 573 514 RCS LIMOGES

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE ANNUELLE DU 26 JUIN 2020

Proposition de la résolution d'affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2019

DEUXIÈME RÉOLUTION

L'Assemblée Générale décide d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2019 s'élevant à 90 564,00 euros de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	90 564,00 euros
------------------------	-----------------

À la réserve légale :	3 312,53 euros
-----------------------	----------------

Le solde

En totalité au compte "autres réserves".

Conformément à la loi, l'Assemblée Générale prend acte que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices ont été les suivants :

Exercice clos le 31 décembre 2016 :

115 000 euros, soit 41,65 euros par titre.
dividendes éligibles à l'abattement de 40 % : 115 000 euros

Exercice clos le 31 décembre 2017 : Néant

Exercice clos le 31 décembre 2018 : Néant

Vote de l'Assemblée Générale Ordinaire Annuelle du 26 juin 2020

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des voix des associés.

Certifié conforme
Le Président
Jean-Pierre PERICAUD

